

Contre Attaque En Europe le service militaire fait flop

BONNE NOUVELLE : MALGRÉ LE BOURRAGE DE CRÂNE MILITARISTE EUROPÉEN, LE SERVICE MILITAIRE FAIT FLOP

413 milliards d'euros en France : c'est la somme affolante allouée au Ministère de la Défense lors du vote du projet de loi de programmation militaire – LPM – entre 2024 et 2030. Un budget auquel il faut rajouter une rallonge de 36 milliards d'euros validée par le parlement fin juin. Les dirigeants nous bassinent à longueur d'année sur la dette mais saignent ce qu'il reste d'État social pour pouvoir enrichir le complexe militaro-industriel.

Chez nos voisins allemands, c'est pire. La coalition gouvernementale du chancelier Friedrich Merz veut doter le pays de «l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe», avec un budget militaire de l'ordre de 82 milliards d'euros pour la seule année 2026, beaucoup plus élevé que celui de la France ! L'Allemagne occupe désormais la quatrième place des États les plus dépensiers du monde dans le domaine militaire, devancée par les USA, la Chine et la Russie. Une nouveauté qui rappelle de sinistres souvenirs.

Cette frénésie militariste nécessite de la chair à canon, il faut faire gonfler les rangs des armées professionnelles des pays européens, et donc séduire les plus jeunes. Et les communicants ne lésinent pas sur les moyens, à grand renfort de campagnes publicitaires, de vidéos sur les réseaux sociaux, de recrutement d'influenceurs, de harcèlement par courriel et en faisant miroiter des salaires attractifs pour leur service 2.0. Toutes ces coûteuses opérations n'ont pas réellement l'effet escompté : à part pour quelques esprits belliqueux et des enfants de gradés lobotomisés, les services militaires «nouvelle génération» restent largement désertés. La guerre ne fait pas rêver, et c'est tant mieux.

Prenons l'Allemagne : depuis janvier 2026, tous les jeunes reçoivent un formulaire les incitant à s'engager en uniforme. Le bilan d'étape six mois plus tard est tombé : seulement 530 nouvelles recrues pour 300.000 formulaires, soit 0,18% de résultats positifs. L'État allemand visait 20.000 recrues par promotion annuelle, et il est loin du compte. C'est une gifle pour le gouvernement de droite radicale de Friedrich Merz et son ministre de la Défense, Boris Pistorius, issu des rangs du SPD, la gauche néolibérale.

L'État allemand avait pourtant mis les grands moyens en organisant un système de corruption dirigé vers les jeunes : paie de 2.600€ par mois pour les soldats, permis de conduire offert, campagnes de publicité massives et envois d'officiers dans les écoles... Il semblerait qu'une majorité de jeunes allemand·es aient encore trop de dignité et de connaissances historiques, et refusent catégoriquement de participer à l'effort de guerre.

En mars dernier un mouvement de grève massif antimilitariste avait d'ailleurs mobilisé des dizaines de milliers de lycéen·nes Outre-Rhin. En juin 2025, des véhicules d'entreprises liées au secteur de l'armement ainsi que des camions de l'armée avaient été détruits par les flammes. Friedrich Merz promettaient une grande armée, il a surtout récolté une défiance grandissante de la jeunesse contre la fuite en avant guerrière, et le slogan «krieg dem kriege», «guerre à la guerre», résonne dans les rues.

En Belgique, les inscriptions étaient ouvertes jusqu'au 9 avril 2026. 3.248 personnes se sont portées candidates. Pourtant, tous les jeunes de 17 ans avaient été invité·es par courrier à la fin de l'année dernière à participer à une année de service militaire volontaire pour 2.000 euros net par mois. Au total, près de 149.000 lettres avaient été envoyées. Comme en Allemagne, c'est un ratio extrêmement faible au regard de la communication du gouvernement.

En France, quelque 5.000 jeunes âgé·es de 18 à 25 ans ont déposé un dossier de candidature pour intégrer à la rentrée le service national de 10 mois, pour un salaire misérable de

800 euros mensuel. Au pays du mensonge systématique, le commissaire général de La Burgade se vante : «Ces résultats attestent clairement de l'envie d'engagement de notre jeunesse». S'il est vrai que les chiffres sont meilleurs pour l'armée française que chez nos voisins, il faut les prendre avec des pincettes, car la situation n'est pas reluisante dans les casernes. D'abord parce que l'objectif fixé est de 10.000 recrues par an en 2030, avec une ambition de 42.500 en 2035. On a du mal à croire que les dossiers de volontaires vont se multiplier par 8 en moins de 10 ans.

Surtout, parce que chaque année en France, près de 25.000 militaires quittent les rangs, et près de 1.000 soldats désertent, malgré le risque de prendre jusqu'à trois ans de prison. En 2022, il y avait 1.485 désertions, soit une hausse de 56% par rapport à l'année précédente. Ils étaient 1.253 en 2023. Le programme «Fidélisation 360», annoncé en mars 2024 par le ministre des Armées, a pour objectif, comme l'indique son nom, de «fidéliser les effectifs, militaires et civils». Car le principal problème de notre armée est de garder la chair à canon dans la durée. Force est de constater que c'est loin d'être le cas, les campagnes de recrutement permettent de maintenir des effectifs mais pas de les "fidéliser". Les fins de carrière sont précoces et nombre de contrats ne sont pas renouvelés. Alors que la France est le pays avec un paysage médiatique toxique qui impose un bourrage de crâne guerrier sans aucun contre discours, la population française n'adhère pas non plus aux discours va-t-en guerre.

La bonne nouvelle, c'est que la jeunesse européenne est loin de souscrire au délire militariste de nos dirigeants. La mauvaise, c'est que le flop du «service militaire volontaire» pourrait évoluer en enrôlement obligatoire dans les années à venir, à la demande de gouvernements de plus en plus autoritaires et assoiffés de sang. Il ne tient qu'à nous de les en empêcher.